

#TousUnisContreLaHaine ; enfin, juste celle des « petits Blancs »



Article rédigé par *Liberté politique*, le 22 mars 2016

[Source: [Boulevard Voltaire](#)]

Le gouvernement a dévoilé sa grande campagne de « communication contre la haine ». Coût de l'opération ? Pas moins de 3 millions d'euros.

Le gouvernement dévoilait lundi sa grande campagne de « communication contre la haine ». Coût de l'opération ? Pas moins de trois millions d'euros, qui iront probablement garnir le compte en banque d'une agence proche d'un membre du gouvernement, de la même manière que l'arnaque à grande échelle de la « déradicalisation », qui a fait la fortune de la famille Bouzar. Comme attendu, il s'agit d'un alignement de poncifs et de raccourcis. Les empreintes des associations habituelles, financées depuis les années 1980 à grands renforts de subventions d'État, sont immédiatement reconnaissables dans ces vidéos dont les scénarios naviguent entre le grotesque et l'indécent.

Endossant le rôle du porteur de « haine », le Français simple dit « de souche ». Ce Français-là est explicitement visé par la campagne « Tous Unis Contre la Haine ». Coupable ontologique de l'histoire humaine, il est le mal incarné, le raciste, le xénophobe, l'antisémite. Le gouvernement en est resté à Pierre Bourdieu, à son oïkophobie délirante. Consciemment ou inconsciemment ? Difficile à savoir. En le dépeignant de façon aussi caricaturale, cette campagne donnerait presque l'impression de vouloir sauver le racisme. Mais n'est-ce pas l'objet même d'une officine comme SOS Racisme ?

Depuis les années 1980, rien n'a vraiment changé dans l'appréhension publique de l'expression de la haine. Pierre Desproges pourrait toujours dire : « *J'adhérerai à SOS Racisme quand ils mettront un S à racisme. Il y a des racistes noirs, arabes, juifs, chinois et même des ocre-crème et des anthracite-argenté. Mais à SOS Machin, ils ne fustigent que le Berrichon de base ou le Parisien-baguette. C'est sectaire.* » Les super communicants de Manuel Valls ne connaissent qu'une forme de racisme, celui exprimé par un « Blanc ». Il est d'ailleurs amusant de constater qu'en voulant plonger la société dans l'ère post-raciale, ils finissent par l'y enfermer.

Ces gens ignorent-ils que les « Blancs » sont aussi victimes de racisme, d'agressions motivées par le racisme ? Cela ne doit pas minorer le racisme que des « Blancs » peuvent exprimer à l'encontre d'autres personnes, mais faudrait-il pourtant que le statut de « victime » leur soit interdit à jamais ? Le même état d'esprit entraîne nos sociologues à la petite semaine à nier le nouvel antisémitisme, incarné par le terroriste Mohamed Merah. Cet antisémitisme contemporain se nourrit justement des « théories du complot » dénoncées par Najat Vallaud-Belkacem. Il s'exprime le plus souvent dans les quartiers dits « populaires ». C'est l'antisémitisme de nature « islamo-racaille ». Il n'en est nullement question dans cette campagne pleine de bons sentiments de façade. L'arrière-plan est autre, motivé par des considérations politiciennes. Manuel Valls entend se dédouaner de sa politique sécuritaire auprès de l'aile gauche du Parti socialiste, l'aile « Terra Nova ».

À plusieurs reprises, nous avons dénoncé des crimes racistes anti-blancs. L'assassinat de Jérémy Roze, le viol d'une jeune fille à Évry... Le gouvernement est resté muet. Pourquoi ? Mystère. Cerise sur le gâteau, Dominique Sopo, président de SOS Racisme, inaugurerait lundi une fresque de Combo pour « lutter contre la haine ». Il était pour l'occasion accompagné de Jérôme Coumet, maire socialiste du XIII^e arrondissement parisien. L'artiste Combo est l'auteur d'une fresque sur laquelle on pouvait lire « Les Françaises aux Africains », sous l'inscription barrée « La France aux Français ». J'avais révélé cette affaire l'an passé.

Est-ce ainsi que le gouvernement entend lutter contre le racisme ? En encourageant une autre forme de racisme ? En encourageant des manifestations sexistes et racistes contre les Françaises, supposément disponibles pour les migrants africains ? Manuel Valls ouvre la boîte de Pandore.

Gabriel Robin

JuristeSG du Collectif Culture, Libertés et Création du RBM